

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Non, monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de faire une telle déclaration.

**M. Lundrigan:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre consentirait-il à délaïsser l'attitude de Tom Sawyer et retirer une couche de peinture de...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

### LES POSTES

#### LA RESTRICTION SUR LA VENTE DES CARTES POSTALES

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Postes. Peut-il dire quand les nouveaux règlements des Postes, qui obligent ceux qui veulent acheter des cartes postales à 6c. à en acheter au moins 100 à la fois, sont-ils entrés en vigueur?

**L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et ministre des Communications):** Il n'y a pas de règlement de ce genre, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*, je pense.

**M. Mazankowski:** En toute déférence, monsieur l'Orateur, cette question est pressante. J'ai des preuves que certains usagers de la poste ont été priés d'acheter au moins 100 cartes postales à la fois. Votre Honneur aurait-il l'amabilité d'accepter la question?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Étant donné que la période des questions est terminée, le ministre des Postes voudra peut-être répondre à la question pendant la période réservée au gouvernement.

**L'hon. M. Kierans:** Monsieur l'Orateur, si le député veut bien me communiquer les faits qu'il possède, je les étudierai volontiers.

### ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

#### LA LOI NATIONALE DE 1954 SUR L'HABITATION

#### MODIFICATIONS VISANT LES DÉFINITIONS, LE TAUX D'INTÉRÊT SUR LES PRÊTS ASSURÉS, ETC.

La Chambre reprend l'examen, interrompu le vendredi 30 mai, de la motion du très honorable M. Trudeau proposant que le bill C-192 modifiant la loi nationale de 1954 sur l'habitation soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et envoyé au comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

[M. Lundrigan.]

[Français]

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur l'Orateur, lorsque vous avez signalé qu'il était quatre heures, vendredi dernier, je disais que le gouvernement n'était pas du tout sérieux et ne voulait aucunement aider les Canadiens, à revenu modique, à devenir propriétaires d'une maison ou même à pouvoir, un jour, se payer un logement convenable à prix abordable.

A mon avis, le bill C-192 ne vise pas à aider les Canadiens. Le seul trust que ce bill vise à aider est, à mon avis, le trust profiteur qui augmente, depuis les trois dernières années, le taux d'intérêt des hypothèques.

Le prix des matériaux de construction n'a jamais été si élevé, les terrains n'ont jamais été si chers, le taux de l'intérêt n'a jamais été si prohibitif, la taxe directe et indirecte sur les matériaux de construction n'a jamais été si élevée. Les taxes scolaires et municipales sur les terrains et les maisons n'ont jamais été si élevées.

Et que propose le bill C-192 pour remédier à cet état de choses? Prolonger la période de remboursement des prêts, dans certains cas, jusqu'à 40 ans! Monsieur l'Orateur, c'est, à mon sens, se foutre éperdument des Canadiens, surtout de ceux qui ont besoin de maisons et de logements.

Si le gouvernement ne fait pas en sorte d'abaisser le taux de l'intérêt et le prix des terrains pour que la construction domiciliaire puisse être possible, s'il ne réduit pas les prix des matériaux de construction, s'il n'aide pas les municipalités dans leur développement résidentiel, s'il ne supprime pas la taxe sur les matériaux de construction, je dis, monsieur l'Orateur, que ce bill C-192 est tout simplement un «fake» monstrueux et que ce n'est que de la poudre jetée aux yeux des gens qui ne connaissent pas du tout la finance. Au fait, pour les gens qui connaissent la finance, c'est une farce monumentale et ridicule.

Si le peuple canadien était au courant du double jeu des politiciens, qui ont la bouche pleine de mots ronflants comme «société juste», mais qui, en fait, sont esclaves de la finance, il ne prendrait pas le temps de renvoyer chez eux les politiciens qui ne sont pas capables de lui donner les résultats qu'il réclame.

Pour notre part, nous, du Ralliement chrétien, allons continuer de dénoncer les injustices de la société actuelle et la subordination de l'homme aux impératifs de la finance.

[Traduction]

**M. Charles Turner (London-Est):** Monsieur l'Orateur, je voudrais saisir cette occasion